

- L'étendue géographique de cette calamité a été délimitée.

#### **Cadre juridique**

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 octobre 2020 portant exécution du décret du 5 avril 2019 relatif à l'indemnisation des dommages causés par les calamités en Région flamande.

#### **Initiateur**

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand des Affaires étrangères, de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire.

Après délibération,

#### LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les inondations survenues du 14 au 17 juillet 2021 sur le territoire de la Région flamande sont reconnues comme calamité conformément au décret du 5 avril 2019 relatif à l'indemnisation des dommages causés par les calamités en Région flamande.

**Art. 2.** L'étendue géographique de la calamité est limitée aux 9 villes et communes suivantes :

1° Dilsen-Stokkem

2° Geetbets

3° Genk

4° Halen

5° Kinrooi

6° Lanaken

7° Maaseik

8° Maasmechelen

9° Meerhout

**Art. 3.** L'intervention est accordée et calculée conformément à l'article 30 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 193 du 1 juillet 2014.

La mesure d'aide remplit toutes les conditions énoncées aux chapitres I et II du règlement précité.

L'aide est transparente conformément à l'article 5, paragraphe 2, a) du règlement précité.

**Art. 4.** Le ministre flamand compétent pour les calamités est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2021.

Le ministre-président du Gouvernement flamand, ministre flamand des Affaires étrangères,  
de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire,

J. JAMBON

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/206063]

**16 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une aide à la relance aux entreprises sinistrées à la suite des inondations survenues du 14 au 16 juillet et le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 10, 16, 19, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, ratifié par le décret du 12 juillet 2007 et 23;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 novembre 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 novembre 2021;

Vu le rapport du 8 novembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 217/2021 de l'Autorité de Protection des Données, donné le 3 décembre 2021;

Vu l'avis 70.480/2 du Conseil d'État, donné le 8 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les inondations survenues entre le 14 et le 16 juillet et le 24 juillet 2021;

Considérant que celles-ci ont été reconnues comme calamité naturelle publique par le Gouvernement wallon en dates du 28 juillet 2021 et du 26 août 2021;

Considérant qu'elles ont causé d'importants dommages à de nombreux indépendants et entreprises, lesquels ont vu leurs installations fortement endommagées voire complètement détruites;

Considérant que ces indépendants et entreprises, dont certains ont déjà fortement été impactés par la crise de la COVID-19, se retrouvent démunis face à la situation et peinent à imaginer poursuivre leur activité dans les zones qui ont été sinistrées;

Considérant que l'abandon de cellules, urbaines comme rurales, de leur activité économique est une réalité depuis de nombreuses années;

Considérant que si les dégâts matériels subis lors des récentes intempéries seront, pour partie, indemnisés par les compagnies d'assurance ou le Fonds des calamités, la perte d'attractivité d'un site et les difficultés de relancer son activité après un tel sinistre sont difficilement quantifiables et ne peuvent pas être couvertes par les assurances;

Considérant dès lors qu'il convient de soutenir sans tarder les indépendants et entreprises qui ont la volonté de relancer leur activité et ainsi de soutenir l'attractivité des communes touchées;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 11 mars 2004 : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

2° le décret du 23 septembre 2021 : le décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique;

3° le ministre : le ministre qui a l'Économie dans ses attributions;

4° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, paragraphes 3 et 5, du décret du 11 mars 2004;

5° les inondations de juillet 2021 : les inondations reconnues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique, ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique;

6° l'unité d'établissement : l'unité d'établissement telle que visée à l'article I. 2., 16°, du Livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique;

7° l'Administration : le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

8° le Règlement (UE) 1407/2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

9° vitrine : la baie vitrée d'un local commercial rendant visible depuis la voie publique les articles en vente ou les services fournis dans cette unité d'établissement; la notion de vitrine vise également les établissements situés au sein de centre commercial ou de galerie commerçante.

**Art. 2.** L'aide à la relance est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013.

**Art. 3.** Le ministre, ou le fonctionnaire délégué, octroie une aide à la relance d'un montant de cinq mille euros, selon les modalités déterminées par le ministre, à l'entreprise :

1° qui paie des cotisations sociales compte tenu de ses revenus professionnels;

2° qui possède une unité d'établissement sur le territoire d'une commune ayant subi les inondations de juillet 2021;

3° dont l'activité ne relève pas d'un des secteurs exclus visé à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 2004;

4° dont l'activité consiste en la vente de marchandises ou en la prestation de services à destination de particuliers, disposant d'une vitrine et qui nécessite un contact direct avec des clients;

5° dont l'unité d'établissement est habituellement ouverte au public au moins cinq jours par semaine et au minimum sept heures par jour;

6° qui prouve un sinistre qui est en lien avec les inondations de juillet 2021;

7° qui réalise des dépenses visées à l'article 4;

8° dont la réouverture visée à l'article 5, alinéa 2, 7°, du présent arrêté, s'opère dans les locaux qui ont été sinistrés par les inondations de juillet 2021.

Pour remplir la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, l'entreprise fournit :

1° l'attestation de sinistralité obtenue auprès de son assurance ou, à défaut d'assurance, la preuve de l'introduction d'une demande d'aide à la réparation conformément au décret du 23 septembre 2021;

2° un reportage photographique démontrant l'existence d'un sinistre en lien avec les inondations au sein des locaux habituellement utilisés par l'entreprise et accessibles à la clientèle ou utilisés à des fins de stockage et directement situés dans le prolongement de la vitrine de l'établissement ou, à défaut, une attestation délivrée par la commune de l'existence d'un sinistre en lien avec les inondations au sein des locaux habituellement utilisés et accessibles à la clientèle ou utilisés à des fins de stockage et directement situés dans le prolongement de la vitrine de l'établissement, ou tout autre document probant déterminé par le ministre.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, l'aide à la relance est accordée à l'entreprise qui se trouve dans l'impossibilité de poursuivre son activité sur son site d'exploitation à la suite d'une décision d'une autorité publique.

L'aide à la relance visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est attribuée une seule fois par unité d'établissement située en Région wallonne et inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

**Art. 4.** Les dépenses admissibles sont les dépenses réalisées et payées entre le 14 juillet 2021 et 14 juillet 2022 qui suivent :

- 1° les dépenses liées au développement de l'attractivité de la vitrine;
- 2° les dépenses liées au marketing et à la publicité dans le but d'une relance de l'attractivité de l'activité;
- 3° les dépenses liées au développement de l'informatique, dont la création d'un site internet dans le but d'une relance de l'attractivité de l'activité commerciale;
- 4° les dépenses liées à des travaux de rénovation et d'aménagement de l'intérieur des locaux sinistrés;
- 5° les dépenses liées à des investissements mobiliers directement imputables à l'exercice de l'activité;
- 6° les dépenses liées à l'enseigne de l'unité d'établissement.

L'aide à la relance ne couvre pas les dépenses déjà couvertes par l'assurance ou l'indemnisation prévue par le décret du 23 septembre 2021, ainsi que les dépenses liées au matériel de transport indispensable à l'activité de l'entreprise et aux ordinateurs portables.

Le ministre peut, pour atteindre l'objectif poursuivi par le présent arrêté, préciser ou compléter les dépenses admissibles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en fonction des particularités rencontrées par l'entreprise à la suite des inondations de juillet 2021.

**Art. 5.** Selon les modalités déterminées par le ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration une demande d'aide à la relance via un formulaire électronique au plus tard le 31 décembre 2022.

Lors de l'introduction du dossier, l'entreprise fournit les informations suivantes :

- 1° une identification de la personne habilitée à introduire la demande pour le compte l'entreprise : prénom, nom;
- 2° les données permettant à l'administration de contacter l'entreprise : numéro de téléphone et adresse électronique;
- 3° son numéro d'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises;
- 4° l'adresse de l'unité d'établissement de l'entreprise située dans une commune ayant subi les inondations de juillet 2021;
- 5° le numéro de compte de l'entreprise;
- 6° l'attestation de sinistralité obtenue auprès de son assurance ou à défaut d'assurance, la preuve de l'introduction d'une demande d'aide à la réparation conformément au décret du 23 septembre 2021 ainsi que la preuve du sinistre des locaux habituels en ce compris les locaux accessibles à la clientèle;
- 7° une déclaration sur l'honneur, qui reprend au moins les éléments et mentions qui suivent, dans laquelle l'entreprise déclare:
  - a) ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement (UE) 1407/2013, à savoir 200.000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux;
  - b) respecter les catégories de dépenses visées à l'article 5;
  - c) que des dépenses admissibles pour un montant au moins équivalent à l'aide à la relance ont été consenties ou seront consenties endéans la période visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> ;
  - d) ouvrir son unité d'établissement au plus tard à l'expiration du douzième mois qui suit la date de la décision d'octroi de l'aide à la relance;
  - e) respecter les législations et réglementations fiscales, sociales, urbanistiques et environnementales.

**Art. 6.** La décision de recevabilité et de paiement de l'aide à la relance relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

L'agent de niveau A, analyse la demande d'aide à la relance et lorsque la demande n'est pas recevable conformément à l'article 5, alinéa 2, il suspend la demande d'aide à la relance et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si la demande n'est pas complétée et soumise à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'aide à la relance est définitivement annulée.

L'aide à la relance est octroyée dans un délai de 4 mois à compter du jour où l'administration déclare la demande complète.

Le jour de l'envoi de la décision relative à la complétude est inclus dans le délai. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque le jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Si l'entreprise apporte la preuve de sa réouverture à la suite des inondations de juillet 2021 lors de la demande visée à l'article 5, l'aide à la relance est versée dans sa totalité.

Si l'entreprise n'a pas pu rouvrir à la suite des inondations de juillet 2021 lors de sa demande visée à l'article 5, l'aide à la relance est versée en deux tranches comme suit :

- 1° une première tranche d'un montant de 2.500 euros sur base de la décision d'octroi de l'aide à la relance;
- 2° le solde sur base de la déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise fixant une date de réouverture de l'entreprise avant le douzième mois qui suit la décision d'octroi de l'aide à la relance.

§ 2. L'entreprise conserve le relevé des dépenses et les pièces justificatives de celles-ci, qui conduisent au versement de l'aide à la relance pendant une période de 5 ans commençant à courir à dater du jour de la décision visée à l'article 3.

Le relevé des dépenses et les pièces justificatives sont fournis à l'Administration sur simple demande en vue de vérifier la satisfaction des conditions d'octroi de l'aide à la relance.

**Art. 8.** L'administration est le responsable du traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE, à l'égard des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'examen de la demande, du traitement et de l'octroi d'aide à la relance. Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'examen de la demande, du traitement et de l'octroi d'aide à la relance sont conservées par l'Administration pendant une période de 5 ans commençant à courir à dater du jour de la décision visée à l'article 3 en vue de vérifier la satisfaction des conditions d'octroi de l'aide à la relance.

**Art. 9.** Sans préjudice de l'article 61, 5° du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, en cas de non-respect des conditions du présent arrêté et des mesures qui en découlent, la prime à la relance n'est pas octroyée ou est remboursée si elle a été indument octroyée. Il en est de même si l'entreprise déclare des renseignements inexacts ou incomplets de manière volontaire quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant de la prime à la relance, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le Ministre de l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2021.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/206063]

#### 16. DEZEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung an Unternehmen, die infolge der als allgemeine Naturkatastrophe anerkannten Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli und am 24. Juli 2021 Schaden erlitten haben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10, 16, 19, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 und ratifiziert durch das Dekret vom 12. Juli 2007, und 23;

Aufgrund der am 8. November 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. November 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 8. November 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

In Erwägung der am 3. Dezember 2021 abgegebenen Stellungnahme Nr. 217/2021 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 8. Dezember 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 1973. Januar koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 70.480/2 des Staatsrats;

In Erwägung der Überschwemmungen, die zwischen dem 14. und 16. Juli und am 24. Juli 2021 stattgefunden haben;

In der Erwägung, dass diese von der Wallonischen Regierung am 28. Juli 2021 und am 26. August 2021 als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden;

In der Erwägung, dass sie vielen Selbstständigen und Unternehmen erheblichen Schaden zugefügt haben, wobei ihre Einrichtungen stark beschädigt oder sogar völlig zerstört wurden;

In der Erwägung, dass diese Selbstständigen und Unternehmen, von denen einige bereits stark von der COVID-19-Krise betroffen waren, der Situation hilflos gegenüberstehen und sich nur schwer vorstellen können, ihre Tätigkeit in den Gebieten, die geschädigt wurden, fortzusetzen;

In der Erwägung, dass es seit vielen Jahren Realität ist, dass städtische und ländliche Zellen ihre Wirtschaftstätigkeit aufgeben müssen;

In der Erwägung, dass die bei den jüngsten Unwettern erlittenen materiellen Schäden zwar zum Teil von den Versicherungsgesellschaften oder dem Katastrophenfonds entschädigt werden, der Verlust der Attraktivität eines Ortes und die Schwierigkeiten, seine Aktivitäten nach einem solchen Schaden wieder aufzunehmen, jedoch schwer zu beziffern sind und nicht von den Versicherungen gedeckt werden können;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, Selbstständige und Unternehmen, die den Entschluss gefasst haben, ihre Tätigkeit wieder aufzunehmen, unverzüglich zu unterstützen und so die Attraktivität der betroffenen Gemeinden zu fördern;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 11. März 2004: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Dekret vom 23. September 2021: das Dekret vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

4° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 § 3 und 5 des Dekrets vom 11. März 2004;

5° Überschwemmungen vom Juli 2021: die Überschwemmungen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung, sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausdehnung des geografischen Gebiets der allgemeinen Naturkatastrophe im Zusammenhang mit den Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 24. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer räumlichen Ausdehnung anerkannt wurden;

6° Niederlassungseinheit: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches;

7° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

8° Verordnung (EG) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf de minimis-Beihilfen;

9° Schaufenster: die verglaste Front eines Geschäftslokals, die die in dieser Geschäftseinheit zum Verkauf angebotenen Artikel oder Dienstleistungen von der öffentlichen Straße aus sichtbar macht; der Begriff Schaufenster bezieht sich auch auf Geschäfte in Einkaufszentren oder Ladenpassagen.

**Art. 2** - Die Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 gewährt.

**Art. 3** - Der Minister bzw. der beauftragte Beamte gewährt eine Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung in Höhe von fünftausend Euro gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten an das Unternehmen:

1° das Sozialbeiträge unter Berücksichtigung seiner Berufseinkünfte zahlt;

2° das eine Niederlassungseinheit auf dem Gebiet einer Gemeinde besitzt, die von den Überschwemmungen im Juli 2021 betroffen war;

3° dessen Tätigkeit nicht in einen der ausgeschlossenen Sektoren gemäß Artikel 4 Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 2004 fällt;

4° dessen Tätigkeit im Verkauf von Waren oder in der Erbringung von Dienstleistungen für Privatpersonen besteht, das über ein Schaufenster verfügt und einen direkten Kontakt mit Kunden erfordert;

5° dessen Niederlassungseinheit üblicherweise an mindestens fünf Tagen pro Woche und mindestens sieben Stunden pro Tag für die Öffentlichkeit zugänglich ist;

6° das einen Schadensfall nachweist, der mit den Überschwemmungen im Juli 2021 in Zusammenhang steht;

7° das Ausgaben im Sinne von Artikel 4 tätigt;

8° dessen Wiedereröffnung gemäß Artikel 5 Absatz 2 Ziffer 7 des vorliegenden Erlasses in den Räumlichkeiten erfolgt, die durch die Überschwemmungen im Juli 2021 Schaden erlitten haben.

Um die in Absatz 1 Ziffer 6 genannte Bedingung zu erfüllen, legt das Unternehmen vor:

1° die von seiner Versicherung erhaltene Schadensbescheinigung oder, in Ermangelung einer Versicherung, den Nachweis über die Einreichung eines Antrags auf Schadensersatzzahlung gemäß dem Dekret vom 23. September 2021;

2° eine Fotoreportage, die das Vorhandensein eines Schadens im Zusammenhang mit der Überschwemmung innerhalb der üblicherweise vom Unternehmen genutzten und für Kunden zugänglichen oder für Lagerzwecke genutzten Räumlichkeiten belegt, die sich direkt in der Verlängerung des Schaufensters der Niederlassung befinden, oder, falls nicht vorhanden, eine von der Gemeinde ausgestellte Bescheinigung über das Vorliegen eines Schadens im Zusammenhang mit Überschwemmungen innerhalb der üblicherweise genutzten und für Kunden zugänglichen oder für Lagerzwecke genutzten Räumlichkeiten, die sich direkt in der Verlängerung des Schaufensters der Niederlassung befinden, oder ein anderes vom Minister festgelegtes beweiskräftiges Dokument.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 8 wird die Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung einem Unternehmen gewährt, das infolge einer Entscheidung einer öffentlichen Behörde seine Tätigkeit an seinem Betriebsstandort nicht fortsetzen kann.

Die in Absatz 1 erwähnte Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung wird einmalig pro Niederlassungseinheit gewährt, die sich in der Wallonischen Region befindet und in der Zentralen Datenbank der Unternehmen gemäß Buch III, Titel 2, Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches eingetragen ist.

**Art. 4** - Beihilfefähig sind Ausgaben, die zwischen dem 14. Juli 2021 und dem 14. Juli 2022 getätigt und bezahlt werden und die betreffen:

1° Ausgaben im Zusammenhang mit der Steigerung der Attraktivität des Schaufensters;

2° Ausgaben für Marketing und Werbung mit dem Ziel, die Attraktivität des Geschäfts zu steigern;

3° Ausgaben im Zusammenhang mit der Entwicklung der Informatik, einschließlich der Einrichtung einer Website mit dem Ziel, die Attraktivität der Geschäftstätigkeit zu steigern;

4° Ausgaben für Renovierungs- und Innenausbauarbeiten in den Räumlichkeiten, die Schaden erlitten haben;

5° Ausgaben für Investitionen in bewegliche Güter, die direkt der Ausübung der Geschäftstätigkeit zugerechnet werden können;

6° Ausgaben im Zusammenhang mit dem Firmenzeichen der Niederlassungseinheit.

Die Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung deckt nicht die Ausgaben, die bereits durch die Versicherung oder die Entschädigung gemäß dem Dekret vom 23. September 2021 gedeckt sind, sowie die Ausgaben für Transportmittel, die für die Tätigkeit des Unternehmens unerlässlich sind, und für Laptops.

Der Minister kann, um das mit dem vorliegenden Erlass verfolgte Ziel zu erreichen, die in Absatz 1 genannten beihilfefähigen Ausgaben entsprechend den Besonderheiten, auf die das Unternehmen infolge der Überschwemmungen im Juli 2021 gestoßen ist, präzisieren oder ergänzen.

**Art. 5** - Gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten reicht das Unternehmen bis spätestens 31. Dezember 2022 bei der Verwaltung über ein elektronisches Formular einen Antrag auf Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte übermittelt das Unternehmen mindestens folgende Angaben:

1° eine Identifizierung der Person, die befugt ist, den Antrag im Namen des Unternehmens zu stellen: Vorname, Nachname;

2° die Daten, die es der Verwaltung ermöglichen, das Unternehmen zu kontaktieren: Telefonnummer und E-Mail-Adresse;

3° die Nummer des Unternehmens in der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

4° die Anschrift der Niederlassungseinheit des Unternehmens, die sich in einer Gemeinde befindet, die im Juli 2021 von Überschwemmungen betroffen war;

5° die Kontonummer des Unternehmens;

6° die von seiner Versicherung erhaltene Schadensbescheinigung oder, in Ermangelung einer Versicherung, den Nachweis über die Einreichung eines Antrags auf Schadensersatzzahlung gemäß dem Dekret vom 23. September 2021 sowie den Nachweis über den Schaden an den normalerweise genutzten Räumlichkeiten einschließlich der für die Kundschaft zugänglichen Räumlichkeiten;

7° eine ehrenwörtliche Erklärung, die mindestens die folgenden Elemente und Angaben enthält, in der das Unternehmen erklärt;

a) die Obergrenzen gemäß der Verordnung (EU) 1407/2013, d. h. 200.000 Euro in den letzten drei Steuerjahren, nicht zu überschreiten;

b) die in Artikel 5 genannten Ausgabenkategorien zu beachten;

c) dass innerhalb des in Artikel 4 Absatz 1 genannten Zeitraums zuschussfähige Ausgaben in mindestens gleicher Höhe wie die Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung getätigt wurden oder getätigt werden;

d) die Niederlassungseinheit spätestens am Ende des zwölften Monats nach dem Datum der Entscheidung über die Gewährung der Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung zu eröffnen;

e) die steuerlichen, sozialen, städtebaulichen und umweltbezogenen Rechtsvorschriften und Vorschriften einzuhalten;

**Art. 6** - Die Entscheidung über die Zulässigkeit und die Auszahlung der Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

Der Bedienstete der Stufe A prüft den Antrag auf Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung, und wenn der Antrag gemäß Artikel 5 Absatz 2 nicht zulässig ist, setzt er den Antrag auf Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung aus und informiert das Unternehmen, das seinen Antrag vervollständigen und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterziehen kann.

Wenn der Antrag innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung endgültig annulliert.

Die Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung wird innerhalb von vier Monaten ab dem Tag gewährt, an dem die Verwaltung den Antrag für vollständig erklärt.

Der Tag der Versendung der Entscheidung über die Vollständigkeit wird in die Frist eingerechnet. Der Verfalltag wird in der Frist aufgenommen. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

**Art. 7** - § 1. Wenn das Unternehmen bei dem in Artikel 5 genannten Antrag nachweist, dass es nach den Überschwemmungen im Juli 2021 wieder eröffnet hat, wird die gesamte Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung ausgezahlt.

Wenn das Unternehmen zum Zeitpunkt seines Antrags gemäß Artikel 5 infolge der Überschwemmungen im Juli 2021 nicht wiedereröffnen konnte, wird die Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung in zwei Teilbeträgen wie folgt ausgezahlt:

1° ein erster Teilbetrag in Höhe von 2.500 Euro auf der Grundlage der Entscheidung über die Gewährung der Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung;

2° der Restbetrag auf der Grundlage der ehrenwörtlichen Erklärung des Verantwortlichen des Unternehmens, in der ein Datum für die Wiedereröffnung des Unternehmens vor dem zwölften Monat nach der Entscheidung über die Gewährung der Konjunkturbeihilfe festgelegt wird.

§ 2. Das Unternehmen bewahrt die Aufstellung der Ausgaben und deren Belege, die zur Zahlung der Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung führen, für einen Zeitraum von 5 Jahren auf, der mit dem Tag der in Artikel 3 genannten Entscheidung beginnt.

Die Ausgabenaufstellung und die Belege werden der Verwaltung auf einfache Anfrage zur Verfügung gestellt, damit diese die Erfüllung der Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung überprüfen kann.

**Art. 8** - Die Verwaltung ist der für die Verarbeitung Verantwortliche im Sinne der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG in Bezug auf personenbezogene Daten, die im Zusammenhang mit der Prüfung des Antrags, der Bearbeitung und der Gewährung der Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung verarbeitet werden. Personenbezogene Daten, die im Rahmen der Prüfung des Antrags, der Bearbeitung und der Gewährung der Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung verarbeitet werden, werden von der Verwaltung für einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem Tag der in Artikel 3 genannten Entscheidung aufbewahrt, um die Erfüllung der Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung zu überprüfen.

**Art. 9** - Unbeschadet des Artikels 61 Ziffer 5 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, wird im Falle der Nichteinhaltung der Bedingungen des vorliegenden Erlasses und der sich daraus ergebenden Maßnahmen die Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung nicht gewährt oder zurückgezahlt, wenn sie unrechtmäßig gewährt wurde. Dies gilt auch, wenn das Unternehmen vorsätzlich unrichtige oder unvollständige Angaben macht, unabhängig davon, wie sich diese Angaben auf den Betrag der Beihilfe zur Wirtschaftsbelebung auswirken, unbeschadet der strafrechtlichen Verfolgung der Personen, die diese Angaben gemacht haben.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 11** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Dezember 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/206063]

### 16 DECEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een herstelsteun aan de ondernemingen die het slachtoffer zijn van de overstromingen van 14 tot 16 juli en van 24 juli 2021 en die als natuurramp zijn erkend

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikelen 10, 16, 19, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en bekrachtigd bij het decreet van 12 juli 2007, en 23;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 november 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 november 2021;

Gelet op het verslag van 8 november 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 217/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 december 2021;

Gelet op advies nr. 70.480/2 van de Raad van State, gegeven op 8 december 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de overstromingen die zich tussen 14 en 16 juli en 24 juli 2021 hebben voorgedaan;

Overwegende dat deze overstromingen door de Waalse Regering op 28 juli 2021 en 26 augustus 2021 als natuurramp zijn erkend;

Overwegende dat zij aanzienlijke schade hebben toegebracht aan talrijke zelfstandigen en ondernemingen, die hun installaties sterk beschadigd of zelfs volledig vernield zagen;

Overwegende dat deze zelfstandigen en ondernemingen, waarvan sommige reeds zwaar getroffen zijn door de COVID-19-crisis, machteloos staan tegenover de situatie en zich moeilijk kunnen voorstellen hun activiteit in de getroffen gebieden voort te zetten;

Overwegende dat de stopzetting van de economische activiteit in ruimtes in de steden en op het platteland reeds vele jaren een realiteit is;

Overwegende dat de materiële schade die tijdens het recente noodweer is geleden, weliswaar gedeeltelijk zal worden vergoed door verzekeringsmaatschappijen of het rampenfonds, maar dat het verlies aan aantrekkingskracht van een locatie en de moeilijkheden om de activiteit na een dergelijke ramp opnieuw op te starten, moeilijk te kwantificeren zijn en niet door verzekeringen kunnen worden gedekt;

Overwegende dat het derhalve raadzaam is onverwijld steun te verlenen aan zelfstandigen en ondernemingen die hun activiteiten willen hervatten en aldus de aantrekkelijkheid van de getroffen gemeenten te ondersteunen;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> het decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2<sup>o</sup> het decreet van 23 september 2021: het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend;

3° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

4° de onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, paragrafen 3 en 5 van het decreet van 11 maart 2004;

5° de overstromingen van juli 2021: de overstromingen erkend bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend, alsook bij het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021 tot uitbreiding van de algemene natuurramp wegens de overstromingen die zich hebben voorgedaan van 14 tot 16 juli 2021 en bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt;

6° de vestigingseenheid: de vestigingseenheid zoals bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;

7° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

8° Verordening (EU) nr. 1407/2013: Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

9° etalage: de etalage van een handelszaak die vanaf de openbare weg zichtbaar maakt welke artikelen er te koop zijn of welke diensten er worden verleend; het begrip etalage dekt ook winkels gelegen in een winkelcentrum of een winkelgalerij.

**Art. 2.** De herstelsteun wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013.

**Art. 3.** De Minister, of de gemachtigd ambtenaar, verleent volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten herstelsteun ten bedrage van vijfduizend euro aan de onderneming :

1° die socialezekerheidsbijdragen betaalt op basis van haar beroepsinkomsten;

2° die een vestigingseenheid heeft op het grondgebied van een gemeente die getroffen werd door de overstromingen van juli 2021;

3° waarvan de activiteit niet behoort tot één van de uitgesloten sectoren bedoeld in artikel 4, eerste lid, van het decreet van 11 maart 2004;

4° waarvan de activiteit bestaat in de verkoop van goederen of het verrichten van diensten aan particulieren, met een etalage en waarbij rechtstreeks contact met de klanten noodzakelijk is;

5° waarvan de vestigingseenheid gewoonlijk ten minste vijf dagen per week en ten minste zeven uur per dag voor het publiek toegankelijk is;

6° die een schadegeval bewijst dat verband houdt met de overstromingen van juli 2021;

7° die de in artikel 4 bedoelde kosten maakt;

8° waarvan de heropening bedoeld in artikel 5, tweede lid, 7°, van dit besluit plaatsvindt in de lokalen die getroffen werden door de overstromingen van juli 2021.

Om te voldoen aan de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 6°, verstrekt de onderneming :

1° het door haar verzekeringsmaatschappij afgegeven schadeattest of, bij ontstentenis van verzekering, het bewijs van de indiening van een aanvraag voor hersteltegoetkoming overeenkomstig het decreet van 23 september 2021;

2° een fotografisch verslag waaruit blijkt dat er sprake is van een overstromingsgerelateerd schadegeval in de lokalen die gewoonlijk door de onderneming worden gebruikt en die toegankelijk zijn voor de klanten of voor opslagdoeleinden worden gebruikt en die zich rechtstreeks in het verlengde van de etalage van de onderneming bevinden, of, bij ontstentenis daarvan een door de gemeente afgegeven bewijs van het bestaan van een overstromingsgerelateerd schadegeval in de lokalen die gewoonlijk worden gebruikt en toegankelijk zijn voor klanten of worden gebruikt voor opslagdoeleinden en die zich rechtstreeks in het verlengde van de etalage van de inrichting bevinden, of enig ander door de Minister vastgesteld bewijsstuk.

In afwijking van het eerste lid, 8°, wordt de herstelsteun toegekend aan een onderneming die ingevolge een beslissing van een overheidsinstantie haar activiteiten op haar vestigingsplaats niet kan voortzetten.

De in lid 1 bedoelde herstelsteun wordt slechts één keer toegekend per vestigingseenheid die gevestigd is in het Waalse Gewest en ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, overeenkomstig boek III, titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van economisch recht.

**Art. 4.** Subsidiabele uitgaven zijn uitgaven die zijn gedaan en betaald tussen 14 juli 2021 en 14 juli 2022 en die volgen op:

1° de uitgaven in verband met het aantrekkelijker maken van de etalage;

2° de uitgaven voor marketing en reclame met als doel de aantrekkelijkheid van de activiteit te verhogen;

3° de uitgaven in verband met de ontwikkeling van de informatica, met inbegrip van de creatie van een website met als doel de aantrekkelijkheid van de commerciële activiteit te verhogen;

4° de uitgaven voor de renovatie en de inrichting van het interieur van de beschadigde panden;

5° de uitgaven voor roerende investeringen die rechtstreeks kunnen worden toegerekend aan de uitoefening van de activiteit;

6° de uitgaven in verband met het uithangbord van de vestigingseenheid.

De herstelsteun heeft geen betrekking op uitgaven die reeds zijn gedekt door een verzekering of door de vergoedingen waarin het decreet van 23 september 2021 voorziet, noch op uitgaven voor vervoermiddelen die noodzakelijk zijn voor de bedrijfsvoering en voor laptops.



De Minister kan, om het met dit besluit nagestreefde doel te bereiken, de in lid 1 bedoelde in aanmerking komende uitgaven nader omschrijven of aanvullen, naar gelang van de bijzonderheden waarmee de onderneming ten gevolge van de overstromingen van juli 2021 wordt geconfronteerd.

**Art. 5.** Volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten dient de onderneming uiterlijk op 31 december 2022 via een elektronisch formulier een aanvraag voor herstelsteun in bij de Administratie.

Bij het indienen van het dossier moet de onderneming ten minste de volgende informatie verstrekken:

1° een identificatie van de persoon die gemachtigd is om de aanvraag in naam van de onderneming in te dienen: voornaam, naam;

2° gegevens die de Administratie in staat stellen contact op te nemen met de onderneming: telefoonnummer en e-mailadres;

3° haar ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

4° het adres van de vestigingseenheid van de onderneming gelegen in een gemeente die getroffen werd door de overstromingen van juli 2021;

5° het rekeningnummer van de onderneming.

6° het door haar verzekeringsmaatschappij afgegeven schadeattest of, bij ontstentenis van verzekering, het bewijs van de indiening van een aanvraag voor herstelsteun overeenkomstig het decreet van 23 september 2021 alsook het bewijs van de schade van de gebruikelijke lokalen, met inbegrip van de lokalen die toegankelijk zijn voor de klanten;

7° een verklaring op erewoord, die minstens de volgende elementen bevat en vermeldt, waarin de onderneming verklaart :

a) dat zij de plafonds zoals bepaald in de de minimis-Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, namelijk 200.000 euro over de laatste drie boekjaren;

b) dat ze de in artikel 5 genoemde uitgavencategorieën in acht neemt;

c) dat subsidiabele uitgaven voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan de herstelsteun, binnen de in artikel 4, lid 1, genoemde periode zijn gedaan of zullen worden gedaan;

d) dat ze haar vestigingseenheid opent uiterlijk aan het einde van de twaalfde maand volgend op de datum van de beslissing tot toekenning van de herstelsteun;

e) dat ze de wet- en regelgeving op fiscaal, sociaal, stedenbouwkundig en milieugebied in acht neemt.

**Art. 6.** De beslissing over de ontvankelijkheid en de betaling van de herstelsteun wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en aangewezen door de directeur-generaal van de Administratie.

Het personeelslid van niveau A onderzoekt de aanvraag voor de herstelsteun en wanneer de aanvraag overeenkomstig artikel 5, lid 2, niet ontvankelijk is, schorst hij de aanvraag voor de herstelsteun en deelt hij dit mee aan de onderneming, die haar aanvraag kan aanvullen en voor een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek kan indienen.

Als de aanvraag niet binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van schorsing wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid, dan wordt de aanvraag voor de herstelsteun definitief vernietigd.

De herstelsteun wordt toegekend binnen 4 maanden na de dag waarop de Administratie de aanvraag volledig heeft verklaard.

De dag waarop de beslissing over de volledigheid wordt verzonden, is in de termijn begrepen. De vervaldag wordt meegerekend in de termijn. Wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag naar de eerstvolgende werkdag verschoven.

**Art. 7. § 1.** Indien de onderneming bij de indiening van de in artikel 5 bedoelde aanvraag het bewijs levert dat zij na de overstromingen van juli 2021 opnieuw is geopend, wordt de herstelsteun volledig uitbetaald.

Indien de onderneming na de overstromingen van juli 2021 niet heeft kunnen heropenen op het moment van de in artikel 5 bedoelde aanvraag, wordt de herstelsteun in twee schijven uitgekeerd, en wel als volgt.

1° een eerste schijf van 2.500 euro op basis van de beslissing tot toekenning van de herstelsteun;

2° het saldo op basis van een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke voor de onderneming waarin een datum voor de heropening van de onderneming wordt vastgesteld vóór de twaalfde maand volgend op de beslissing tot toekenning van de herstelsteun.

§ 2. De onderneming bewaart de uitgavenstaat en de bewijsstukken die tot de betaling van de herstelsteun leiden, gedurende een periode van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de in artikel 3 bedoelde beslissing.

De uitgavenstaat en de bewijsstukken worden op verzoek van de Administratie verstrekt, zodat kan worden nagegaan of aan de voorwaarden voor de toekenning van de herstelsteun is voldaan.

**Art. 8.** De Administratie is de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, met betrekking tot de persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van het onderzoek van de aanvraag, de verwerking en de toekenning van de herstelsteun. De persoonsgegevens die in het kader van het onderzoek van de aanvraag, de verwerking en de toekenning van de herstelsteun worden verwerkt, worden door de Administratie bewaard gedurende een periode van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de in artikel 3 bedoelde beslissing, om na te gaan of aan de voorwaarden voor de toekenning van de herstelsteun is voldaan.

**Art. 9.** Onverminderd artikel 61, 5°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursinstelling wordt de herstelsteun, bij niet-inachtneming van de voorwaarden van dit besluit en de daaruit voortvloeiende maatregelen, niet toegekend of terugbetaald indien hij ten onrechte is toegekend. Hetzelfde geldt wanneer de onderneming vrijwillig onjuiste of onvolledige informatie verstrekt, ongeacht de gevolgen van deze informatie op het bedrag van de herstellpremie, onverminderd de strafrechtelijke vervolging die van toepassing is op de personen die deze informatie hebben verstrekt.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 11.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/34177]

**2 DECEMBRE 2021.** — Ordonnance relative aux mesures concernant le respect par les utilisateurs des règles en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

##### Objet

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Elle a pour objet d'assurer le respect des règles qui incombent aux utilisateurs en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Elle transpose dans la mesure nécessaire :

– le Règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation ;

– le Règlement d'exécution (UE) n° 2015/1866 de la Commission du 13 octobre 2015 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le registre des collections, la surveillance du respect des règles par l'utilisateur et les bonnes pratiques.

##### Champ d'application

**Art. 2.** Le champ d'application de la présente ordonnance est déterminé par l'article 2 du Règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

La présente ordonnance est applicable aux ressources génétiques :

– présentes in situ sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

– détenues ex situ sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception de celles détenues par les établissements scientifiques fédéraux listés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 octobre 1996 désignant les établissements scientifiques fédéraux.

##### Définitions

**Art. 3.** Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° convention : la Convention sur la diversité biologique, faite à Rio de Janeiro le 5 juin 1992 ;

2° protocole : le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la convention sur la diversité biologique, fait à Nagoya le 29 octobre 2010 ;

3° règlement : le Règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation ;

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/34177]

**2 DECEMBER 2021.** — Ordonnantie betreffende de maatregelen voor het naleven door de gebruikers van de regels inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

##### Voorwerp

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Het doel ervan is te zorgen voor de naleving door de gebruikers van de regels inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit het gebruik ervan.

Voor zover nodig zorgt ze voor omzetting van :

– de Verordening (EU) nr. 511/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende voor gebruikers bestemde nalevingsmaatregelen uit het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik in de Unie ;

– de Uitvoeringsverordening (EU) 2015/1866 van de Commissie van 13 oktober 2015 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Verordening (EU) nr. 511/2014 van het Europees Parlement en de Raad wat het register van collecties, het toezicht op de naleving van de regels door gebruikers en beste praktijken betreft.

##### Toepassingsgebied

**Art. 2.** Het toepassingsgebied van deze ordonnantie wordt bepaald door artikel 2 van de Verordening (EU) nr. 511/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende voor gebruikers bestemde nalevingsmaatregelen uit het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik in de Unie.

Deze ordonnantie is van toepassing op de genetische rijkdommen :

– die in situ aanwezig zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

– die ex situ op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gehouden, met uitzondering van rijkdommen die in het bezit zijn van de federale wetenschappelijke instanties die zijn opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 tot aanwijzing van de federale wetenschappelijke instellingen.

##### Definities

**Art. 3.** Voor de toepassing van onderhavige ordonnantie wordt verstaan onder :

1° verdrag : het Verdrag inzake biologische diversiteit, gedaan te Rio de Janeiro op 5 juni 1992 ;

2° protocol : het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van de voordelen voortvloeiende uit hun gebruik met betrekking tot het verdrag inzake biologische diversiteit, opgesteld in Nagoya op 29 oktober 2010 ;

3° verordening : de Verordening (EU) nr. 511/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende voor gebruikers bestemde nalevingsmaatregelen uit het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik in de Unie ;